



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

**NUMERO SPECIAL**  
**PRIX DE VENTE : 3.000 F CFA**

## REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

ABONNEMENT	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENT ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la			Adresser les demandes d'abonnement au chef du	La ligne décomposée en corps 8 de
CAPTEAO : voie ordinaire : .....	22.000	42.000	Service des Journaux officiels de la République	62 lettres en signe : Interligne et
voie aérienne : .....	28.000	39.000	de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan,	blancs compris.....
communs : voie ordinaire.....	25.000	35.000	BCEAO A 0005 0002.	Pour chaque annonce répétée, la ligne
voie aérienne.....	30.000	50.000		2.500 francs
Etranger : France et pays extérieurs			Les abonnés désireux de recevoir un reçu sont priés	Il n'est jamais compté moins de
communs : voie ordinaire.....	25.000	35.000	d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	10 lignes ou perçu moins de.....
voie aérienne.....	30.000	50.000		25.000 francs
Autres pays : voie ordinaire.....	25.000	35.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu
voie aérienne.....	40.000	50.000	des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant	en plus du prix du numéro les frais de timbre et de
Prix du numéro de l'année courante.....	1.000		la date de parution du « J.O. »	légalisation en vigueur.
Au-delà du cinquième exemplaire.....	800			
Prix du numéro d'une année antérieure.....	1.500			
Prix du numéro légalisé.....	2.000			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

##### 2013 ACTES PRESIDENTIELS

###### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

20 sept. ....	Ordonnance n° 2013-659 portant abrogation des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 200-2 nouveau du Code pénal.	245
20 sept. ....	Ordonnance n° 2013-660 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.	246
20 sept. ....	Ordonnance n° 2013-661 fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance.	254
20 sept. ....	Ordonnance n° 2013-662 relative à la concurrence.	259

##### 2013 ACTES DU GOUVERNEMENT

###### MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

12 août .....	Arrêté n° 412 /MPMEF/DGTC/IGT-DEMO portant mise en débet de M. KONATE Cassoum Hardinan, ex-receveur des Impôts de Yopougon .	264
---------------	--	-----

### PARTIE OFFICIELLE

#### 2013 ACTES PRESIDENTIELS

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

**ORDONNANCE n° 2013-659 du 20 septembre 2013 portant abrogation des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 200-2 nouveau du Code pénal.**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur rapport du ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés publiques,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°60-366 du 14 novembre 1960 portant Code de Procédure pénale, telle que modifiée par les lois n° 62-231 du 29 juin 1962, n°63-526 du 11 janvier 1963, n°69-371 du 2 août 1969, n°81-640 du 31 juillet 1981, n°96-673 du 29 août 1996 et n°98-747 du 23 décembre 1998 ;

Vu la loi n°81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal, telle que modifiée par les lois n°95-522 du 6 juillet 1995, n°96-764 du 3 octobre 1996, n°97-398 du 11 juillet 1997 et n°98-756 du 23 décembre 1998 ;

Vu la loi n°2013-273 du 23 avril 2013 portant habilitation du Président de la République à prendre par ordonnances, pendant la gestion 2013, pour l'exécution de son programme en matière économique et sociale, des mesures relevant du domaine de la loi ;

## ORDONNE :

Article premier. — Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 200-2 nouveau du Code pénal sont abrogées.

Art. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 septembre 2013.

Alassane OUATTARA.

*ORDONNANCE n° 2013-660 du 20 septembre 2013 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption et les infractions assimilées.*

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Justice, des Droits de l'Homme et des Libertés publiques,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°60-366 du 14 novembre 1960 portant Code de procédure pénale, telle que modifiée par les lois n°62-231 du 29 juin 1962, n°63-526 du 11 janvier 1963, n°69-371 du 2 août 1969, n°81-640 du 31 juillet 1981, n°96-673 du 29 août 1996 et n°98-747 du 23 décembre 1998 ;

Vu la loi n° 61-155 du 18 mai 1961 portant organisation judiciaire, telle que modifiée par les lois n°64-227 du 14 juin 1964, n°94-440 du 16 août 1994, n°97-399 du 11 juillet 1997, n°98-744 du 23 décembre 1998 et n°99-435 du 6 juillet 1999 ;

Vu la loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal, telle que modifiée par les lois n°95-522 du 6 juillet 1995, n°96-764 du 3 octobre 1996, n°97-398 du 11 juillet 1997 et n°98-756 du 23 décembre 1998 ;

Vu la loi n° 2013-273 du 23 avril 2013 portant habilitation du Président de la République à prendre par ordonnances, pendant la gestion 2013, pour l'exécution de son programme en matière économique et sociale, des mesures relevant du domaine de la loi,

## ORDONNE :

## TITRE PREMIER

*Dispositions générales*

## CHAPITRE PREMIER

*Définitions*

Article premier. — Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

— *administration publique*, l'ensemble des organes, institutions et services publics créés par les lois et règlements en vigueur ;

— *agent public*, toute personne physique qui détient un mandat électif, exécutif, administratif, militaire, paramilitaire ou judiciaire, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou temporaire, qu'elle soit rémunérée ou non, et quel que soit son niveau hiérarchique ;

• toute personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public ;

• toute personne chargée, même occasionnellement, d'un service ou d'une mission de service public, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ;

• tout officier public ou ministériel ;

• tout agent, préposé, ou commis de toute autre personne morale de droit public ou d'un officier public ou ministériel ;

• et de façon générale, toute autre personne agissant au nom de l'Etat et/ou avec les ressources de celui-ci, ou définie comme agent public ou qui y est assimilée, conformément à la réglementation en vigueur ;

— *agent public étranger*, toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire auprès d'un pays étranger, qu'elle soit nommée ou élue, et toute personne qui exerce une fonction publique pour un pays étranger, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique du pays étranger ;

— *gel ou saisie*, l'interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens, ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens sur décision d'une juridiction ou d'une autre autorité compétente ;

— *fonctionnaire d'une organisation internationale publique*, tout fonctionnaire international ou toute personne autorisée par une telle organisation à agir en son nom ;

— *produit du crime*, tout bien ou tout avantage économique provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction ou obtenu directement ou indirectement, en la commettant.

## CHAPITRE 2

*Objet et champ d'application*

Art. 2. — La présente ordonnance définit les régimes de prévention et de répression de la corruption et des infractions assimilées.

Art. 3. — La présente ordonnance s'applique à tout agent public, tout employé ou agent du secteur privé, tout individu, toute association ou autre organisation non gouvernementale, toute entreprise privée nationale ou étrangère, tout agent public étranger, tout agent ou fonctionnaire d'une organisation internationale publique, ayant participé comme auteur, co-auteur, instigateur ou complice d'un acte de corruption ou d'une infraction assimilée.

## TITRE II

*Organe de prévention et de lutte contre la corruption*

Art. 4. — Il est créé un organe chargé de la prévention et de la répression des actes de corruption et des infractions assimilées, dénommé « Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance ».

## TITRE III

## Prévention des actes de corruption et des infractions assimilées

## CHAPITRE PREMIER

*Mesures préventives relevant du secteur public*Section I. — *Déclaration de patrimoine*Sous-section 1. — *Personnes assujetties à la déclaration de patrimoine*

Art. 5. — Sont assujettis à l'obligation de déclaration de patrimoine, les agents publics ci-après :

— le Président de la République ;

— les présidents des institutions de la République et les personnalités ayant rang de président d'institution ;